

Fitzgibbon n'écarte pas doubler la capacité de production électrique



Olivier Zuida Le Devoir Le ministre Pierre Fitzgibbon vise une production québécoise d'électricité de 200 TWh d'ici 2050, soit le double de ce que peut actuellement produire la société d'État.

Ulysse Bergeron

12 septembre 2023

Québec

Le ministre de l'Économie et de l'Énergie, Pierre Fitzgibbon, a évoqué la possibilité de devoir doubler la capacité de production électrique d'ici 2050 en créant davantage de partenariats avec des entreprises privées, lors d'une rencontre avec des syndicats d'Hydro-Québec (https://www.ledevoir.com/hydro-quebec?utm_source=recirculation&utm_medium=hyperlien&utm_campaign=corps_texte) qui s'est déroulée la semaine dernière. Ceux-ci se disent inquiets du possible glissement vers le privé de la filière énergétique.

Le 5 septembre dernier, lors d'une rencontre avec les représentants syndicaux des employés d'Hydro-Québec, M. Fitzgibbon a déclaré vouloir augmenter la production québécoise d'électricité « jusqu'à 200 térawattheures [TWh] », a appris *Le Devoir*. Une telle capacité permettrait de doubler ce que peut actuellement produire la société d'État.

Cet objectif de 200 TWh représente une hausse par comparaison avec les prévisions précédentes. En mars 2022, le plan stratégique d'Hydro-Québec évoquait déjà envisager d'ajouter au réseau « plus de 100 TWh additionnels d'électricité propre » pour que le Québec atteigne la carboneutralité.

200 TWh

C'est l'objectif de production québécoise d'électricité que vise le ministre Pierre Fitzgibbon d'ici 2050, soit le double de ce que peut actuellement produire la société d'État.

En décembre 2022, le ministre de l'Économie et de l'Énergie, Pierre Fitzgibbon, avait revu ces prévisions à la hausse. Il avançait alors que les nouveaux besoins en électricité pourraient atteindre jusqu'à 150 TWh (https://www.ledevoir.com/politique/773141/le-gouvernement-depose-son-projet-de-loi-pour-plafonner-les-tarifs-d-hydro-quebec?utm_source=recirculation&utm_medium=hyperlien&utm_campaign=corps_texte).

En campagne électorale, le premier ministre, François Legault (https://www.ledevoir.com/francois-legault?utm_source=recirculation&utm_medium=hyperlien&utm_campaign=corps_texte), avait pour sa part déclaré vouloir relancer la construction de barrages hydroélectriques pour répondre à la demande en énergie. En fait, dès 2027, Hydro-Québec pourrait rencontrer des problèmes d'approvisionnement lors de grands froids. Hydro-Québec étudie actuellement le potentiel de la rivière du Petit Mécatina, située sur la Côte-Nord.

Préoccupations des syndicats

« En matière de production, outre les grands ouvrages qui resteraient sous l'égide d'Hydro-Québec, M. Fitzgibbon veut pratiquement doubler la production électrique au Québec grâce à des partenariats privés », peut-on lire dans une correspondance interne qu'a envoyée le Syndicat des spécialistes et professionnels d'Hydro-Québec (SSPHQ), l'un des six syndicats présents lors de la rencontre de la semaine dernière.

La communication fait également mention d'une augmentation des cibles pour l'efficacité énergétique. Il est écrit que M. Fitzgibbon souhaiterait maintenant atteindre « par tous les moyens » une cible de 25 TWh, « alors qu'elle était de 8 TWh jusqu'à tout récemment ».

Dans une autre correspondance — cette fois envoyée de manière commune par les six syndicats ayant participé à la rencontre avec le ministre Fitzgibbon — on évoque une rencontre qui a principalement porté sur les intentions du gouvernement concernant la transition énergétique et sur l'efficacité des entreprises publiques par rapport aux entreprises privées.

« Nous avons clairement exprimé notre inquiétude face à l'effritement du modèle d'Hydro-Québec actuel et du fait que la part de la production réalisée par l'entreprise privée continue de croître », est-il écrit.

Les syndicats soutiennent avoir « lancé un signal fort au ministre » quant à leur volonté de « poursuivre la lutte pour nationaliser l'ensemble des installations de production d'électricité du Québec ».

Le ministre a aussi confirmé, lors de cette rencontre, le dépôt d'un projet de loi, « dès cet automne ». L'objectif : « moderniser » l'encadrement de la production d'électricité dans la province.

« Ce mégaprojet de loi viendra faciliter la privatisation des modes de production d'énergies et leur diversification en créant des conditions favorables à de nouvelles filières énergétiques », déplorent d'une même voix les syndicats.

Le ministre Fitzgibbon n'a pas souhaité commenter les propos tenus lors de la rencontre avec les syndicats.

« Le nouveau président d'Hydro-Québec devra présenter son plan d'action pour répondre à la croissance de la demande d'énergie dans les prochains mois », a indiqué par courriel le cabinet du ministre, précisant que « plusieurs pays dans le monde doivent augmenter drastiquement leur production d'électricité et d'énergie propre pour répondre aux défis de la décarbonation et de la lutte aux changements climatiques

([https://www.ledevoir.com/changements-climatiques?](https://www.ledevoir.com/changements-climatiques?utm_source=recirculation&utm_medium=hyperlien&utm_campaign=corps_texte)

[utm_source=recirculation&utm_medium=hyperlien&utm_campaign=corps_texte](https://www.ledevoir.com/changements-climatiques?utm_source=recirculation&utm_medium=hyperlien&utm_campaign=corps_texte)) ».

« Des efforts colossaux »

Augmenter considérablement la capacité de production au Québec est possible, « mais ça demanderait des efforts colossaux en investissement et acceptabilité sociale », indique Pierre-Olivier Pineau, professeur au Département des sciences de la décision à HEC Montréal et titulaire de la Chaire de gestion du secteur de l'énergie.

« L'éolien, le solaire, le nucléaire sont d'après moi les filières qui seraient le plus à même de produire ces 200 TWh supplémentaires », affirme le spécialiste.

Déjà, dans les dernières semaines, la société d'État a d'ailleurs confirmé évaluer la possibilité de rouvrir la centrale nucléaire Gentilly-2, à Bécancour, dans le Centre-du-Québec, pour faire face à la demande croissante d'énergie dans les prochaines années.

« Il pourrait y avoir des scénarios où le Québec serait un territoire plus favorable qu'ailleurs pour produire de l'énergie [...]. Mais ce n'est pas forcément nécessaire de produire autant et il faut surtout expliquer pourquoi et quelles sont les alternatives », souligne-t-il.